

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 6 février 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les sociétés coopératives", et en ayant délibéré en ses séances des 28 février, 4 mars, 7 mars et 11 mars 1991, a donné le 11 mars 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 februari 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Mid-denstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen van 30 november 1935 met betrekking tot de coöperatieve vennootschappen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 28 februari, 4 maart, 7 maart en 11 maart 1991, en op 11 maart 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Il convient que la réforme projetée par le Gouvernement, en particulier sa nouveauté essentielle qui est d'introduire la "distinction entre d'une part les règles liées au fonctionnement de la société coopérative et d'autre part les règles et les conséquences du régime de la responsabilité limitée" (exposé des motifs, p. 2), résulte le plus clairement possible de l'organisation du texte même de la loi. Il convient aussi que les dispositions destinées à s'ajouter aux règles actuelles ou à remplacer des articles en vigueur jusqu'ici s'intègrent harmonieusement dans le texte à modifier et en respectent le style (voir la règle 100 du traité de légistique formelle).

C'est pourquoi, le présent avis propose que le projet procède à un réaménagement de l'ensemble de la section VII des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, consacrée aux sociétés coopératives. Il consiste à ajouter aux trois paragraphes, dont cette section est actuellement composée, deux nouveaux et de modifier l'intitulé du premier.

Le premier paragraphe réunirait les règles applicables à toutes les sociétés coopératives. Serait ajouté un paragraphe 1er bis où seraient réunies les règles propres à la constitution des sociétés coopératives à responsabilité limitée et aux sociétés coopératives de participation.

.../...

Enfin, un paragraphe 4 clôturerait la section et serait consacré aux règles qui régissent la modification des statuts entreprise pour faire passer une société coopérative d'une forme à une autre.

Le plan de la section VII des lois coordonnées sur les sociétés commerciales se présenterait donc comme suit :

"Section VII - Des sociétés coopératives.

§ 1er. De la nature et de la constitution des sociétés coopératives en général.

§ 1er bis. De la constitution des sociétés coopératives à responsabilité limitée et des sociétés coopératives de participation.

§ 2. Des changements dans le personnel et du fonds social.

§ 3. Des mesures dans l'intérêt des tiers.

§ 4. De la modification de la forme d'une société coopérative".

.../...

Il va de soi qu'un certain nombre de modifications de pure forme seront proposées qui ne sont que des conséquences de ce changement de plan (1).

II.

Divers textes régissant la société coopérative de participation sont en contradiction l'un avec l'autre; il en résulte qu'une incertitude d'ensemble affecte le régime de cette forme de société coopérative.

Il y a contradiction dans le fait que l'article 141bis, § 5, en projet prévoit que l'article 144bis, 3°, ne s'applique pas à la société coopérative de participation alors que ce texte même précise que

"les fondateurs sont tenus de réparer le préjudice qui est une suite immédiate... du non-respect de l'article 146, 4° et 5°, en ce qui concerne les sociétés coopératives de participation".

Il y a aussi contradiction à prévoir à l'article 141bis, § 5, en projet que l'article 143bis, § 4, en projet s'applique à la société coopérative de participation et oblige donc à constater l'accomplissement de ce que prescrivent les règles de l'article 143bis, § 1er à § 3, en

(1) Voyez en annexe un tableau dans lequel sont mentionnés, pour chaque paragraphe de la section VII, les articles qui y figurent.

projet, alors que ces règles, aux termes du même article 141bis, § 5, ne sont pas applicables à la société coopérative de participation.

Il y a encore contradiction dans le fait que l'article 141septies en projet impose aux fondateurs d'une société coopérative de participation de remettre "au notaire instrumentant un plan financier dans lequel ils justifient le montant du capital statutaire intangible visé à l'article 143bis, § 1er", alors que cet article 143bis, § 1er, en projet auquel renvoie l'article 141septies n'est, aux termes de l'article 141bis, § 5, en projet, pas applicable à la société coopérative de participation.

Cette dernière contradiction, dont le délégué du ministre a convenu, est d'autant plus fâcheuse que l'exposé des motifs (page 5) insiste sur l'importance de la règle obligeant les fondateurs d'une société coopérative de participation à remettre au notaire un plan financier; à cette obligation s'attache, en effet, la conséquence que les fondateurs pourront être tenus d'une responsabilité spéciale dans certains cas de faillite (article 144bis, 4°, en projet).

De manière plus générale, il est permis de s'interroger sur la cohérence entre les règles qui gouvernent la société coopérative de participation et celles qui gouvernent la société coopérative à responsabilité limitée. Ces dernières sont souvent destinées à rendre effective la garantie que procure aux créanciers de la société l'existence même d'une part fixe dans le capital social. C'est le cas, par exemple, de l'exigence d'un montant minimum de part

.../...

fixe de capital et de l'obligation de libérer au moins une partie des parts souscrites. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle ces garanties jugées nécessaires dans le cas des sociétés coopératives à responsabilité limitée ne le sont pas aussi dans celui des sociétés coopératives de participation puisque la responsabilité des associés y est aussi limitée. Les règles spécialement applicables à la société coopérative de participation et qui lui confèrent ses traits distinctifs, à savoir l'égalité au sein de l'assemblée générale et dans la répartition des bénéfices et des pertes, ne procurent aucune protection aux créanciers et ne peuvent donc compenser à leur profit l'absence, dans le cas des sociétés de participation, des règles protégeant les créanciers des sociétés coopératives à responsabilité limitée. Le projet devrait être revu pour assurer cette cohérence. S'il était décidé de ne pas y veiller, l'exposé des motifs devrait expliquer les raisons de ces différences.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935".

.../...

Dispositif.

Le chapitre Ier doit être intitulé "Dispositions modificatives" et le chapitre II "Dispositions transitoires et finales".

Compte tenu du but poursuivi par l'auteur du projet, il convient de modifier l'article 2 des lois sur les sociétés commerciales. Le texte suivant est proposé :

"Article 1er. A l'article 2, alinéa 1er, des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, modifié par les lois du 14 mars 1962 et du 15 juillet 1985, les mots "la société coopérative" sont remplacés par les mots "la société coopérative à responsabilité limitée; la société coopérative à responsabilité illimitée; la société coopérative de participation".

Article 1er (devenant l'article 2).

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de rappeler les modifications antérieures apportées à l'article 4 des lois coordonnées. Il faut donc ajouter après l'intitulé des lois coordonnées : "modifié par les lois du 6 mars 1973 et du 15 juillet 1985 ...".

.../...

2. L'article 4, alinéa 1er, en projet utilise les mots "responsabilité illimitée et solidaire". Comme cette dernière notion sera précisée ultérieurement dans l'article 5 du projet, il serait préférable d'écrire : "responsabilité illimitée" (voyez le texte proposé pour l'article 141, § 2, alinéa 2).

3. A la fin de l'alinéa 2 du texte français, il y a lieu d'écrire : "... par des actes authentiques".

Article 2 (devenant l'article 3).

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de rappeler les modifications antérieures apportées à l'article 7 des lois coordonnées.

On écrira donc :

"Art. 2. A l'article 7 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 24 mars 1978, du 5 décembre 1984 et du 15 juillet 1985 ...".

2. Afin d'éviter toute confusion entre le capital minimum fixé par la loi et celui que fixent les statuts de la société, il faut remplacer les mots "du capital social minimum" par les mots "de la part fixe du capital social". Cette expression pourra d'ailleurs, dans la suite

.../...

du texte, remplacer avantageusement celle de "capital social intangible".

Compte tenu de ces observations, le texte suivant est proposé pour l'article 2 du projet :

"Art. 2. A l'article 7 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 24 mars 1978, du 5 décembre 1984 et du 15 juillet 1985, est apportée la modification suivante : au b), le 5° est remplacé par la disposition suivante :

"5° le montant du capital social et, pour les sociétés coopératives, la part fixe du capital social;".

Article 3.

La disposition introduite par l'article 3 du projet est reproduite moyennant certaines adaptations sous l'article 142, § 1er, du texte proposé.

Article 4.

La substance de ce texte se trouve dans le texte proposé pour l'article 142, § 1er. Ce texte doit être omis.

Article 4.

L'article doit être rédigé comme suit :

"Art. 4. Dans les mêmes lois coordonnées, la section VII Des sociétés coopératives, comprenant les articles 141 à 164, et modifiée par les lois des 24 mars 1978, 26 mai 1983, 5 décembre 1984, 21 février 1985 et 22 décembre 1989, est remplacée par la section VII Des sociétés coopératives, comprenant les articles 141 à 164bis, et rédigée comme suit : ...".

§ 1er. De la nature et de la constitution des sociétés coopératives en général.

Article 141 (article 141, alinéas 1 et 3 existant, et article 141 bis, §§ 1er et 2, en projet).

Le délégué du ministre s'est déclaré d'accord pour qu'il soit renoncé à prévoir la forme de la société coopérative pour le cas où les associés ne le feraient pas eux-mêmes dans les statuts.

La deuxième phrase de l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 141bis en projet doit donc être omise. Ceci rend nécessaire la mention dans l'acte constitutif de la forme de société coopérative choisie. L'article 144 sera corrigé à cette fin.

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'article 141 :

"Art. 141. § 1er. La société coopérative est celle qui se compose d'associés dont le nombre et les apports sont variables. Ceux-ci consistent en versements numéraires ou en apports effectifs.

En dehors des parts représentant les apports, il ne peut être créé aucune autre espèce de titres sous quelque dénomination que ce soit.

§ 2. Il y a trois formes de société coopérative : la société coopérative à responsabilité illimitée, la société coopérative à responsabilité limitée et la société coopérative de participation. Les statuts précisent celle de ces trois formes que les associés adoptent.

Si la société coopérative est à responsabilité illimitée, les associés répondent personnellement et solidairement des dettes sociales; si elle est à responsabilité limitée, les associés ne sont passibles des dettes sociales que jusqu'à concurrence de leurs apports. La société coopérative de participation est à responsabilité limitée.

Les statuts ne font aucune distinction entre les associés du point de vue de leur responsabilité".

.../...

Article 142 (article 142, alinéa 1er existant, article 141, alinéa 2, en projet, et article 143bis, §§ 5 et 6, en projet).

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er :

"Art. 142. § 1er. Les parts sont cessibles à des associés dans les conditions prévues par les statuts.

Elles ne peuvent être cédées ou transmises à des tiers si ce n'est à ceux nominalement désignés dans les statuts ou faisant partie de catégories que ceux-ci déterminent et qui remplissent les conditions requises par la loi ou les statuts pour être associé. En ce cas, l'agrément de l'organe compétent pour statuer sur l'admission des associés est requis.

Néanmoins, les parts représentant les apports effectifs ne consistant pas en numéraire ne peuvent être cédées que dix jours après le dépôt du deuxième bilan annuel qui suit leur création. Mention de leur nature, de la date de leur création et de leur incessibilité temporaire sera faite sur les certificats et au registre prescrit par l'article 147".

La disposition du paragraphe 5 de l'article 143bis est, de l'accord du fonctionnaire délégué, remplacé par le nouveau texte de l'article 29bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, tel qu'il résulte de l'article 1er du projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et

des offres publiques d'acquisition (doc. Sénat, session 1990-1991, n° 1107 - 1).

Il est proposé d'en faire le paragraphe 2 de l'article 142, rédigé comme suit :

"§ 2. La société ne peut souscrire ses propres parts ni directement, ni par une société filiale, ni par une personne agissant en son nom propre mais pour compte de la société ou de la société filiale. Par société filiale, il faut entendre une société filiale au sens de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Les comparants à l'acte constitutif et, en cas d'augmentation de la part fixe du capital, les administrateurs de la société sont tenus solidairement de la libération des parts souscrites en violation de l'alinéa 1er".

Article 143 (article 143, alinéas 1er et 2, amputé de l'alinéa 3 conformément à l'article 8 du projet).

"Art. 143. La société coopérative n'existe pas sous une raison sociale; elle est qualifiée par une dénomination particulière. La société doit être composée de trois personnes au moins.

Elle est administrée par un ou par plusieurs mandataires, associés ou non associés, qui ne sont responsables que du mandat qu'ils ont reçu".

.../...

Article 144.1°.

Le 1° de l'article 144, § 1er, en projet, doit être omis pour le motif que la peine de nullité a déjà été prévue, par l'article 4 des lois coordonnées modifié par le présent projet de loi, pour sanctionner l'absence de forme authentique quand elle est requise. Cet article 4 sera rappelé au début de l'alinéa 2 du texte proposé de l'article 144.

4°.

L'hypothèse de nullité visée au 4°, de l'article 144, § 1er, en projet, a été écartée du texte proposé parce qu'elle est reproduite dans une disposition propre à la société coopérative de participation (article 147novies). Dans ce cas encore, un rappel suffira au début de l'alinéa 2 de l'article 144 proposé.

Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 144, les mots "la forme de la société coopérative" doivent être ajoutés.

5°.

Cette disposition est inspirée de l'article 13ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Toutefois, suivant l'article 144 en projet, la nullité peut

être prononcée dans les différents cas qui y sont énumérés et, parmi ces cas, figure celui où l'objet social est illicite ou contraire à l'ordre public.

Il n'est pas concevable que, dans un tel cas, le juge ait un pouvoir d'appréciation.

Le texte proposé pour l'article 144, alinéa 2, tient compte de cette observation. Le texte est rédigé comme suit :

"Art. 144. L'acte constitutif doit déterminer les points suivants :

- 1° la forme de la société coopérative; la dénomination de la société; son siège;
- 2° l'objet de la société;
- 3° la désignation précise des associés;
- 4° la désignation des apports et le montant de la part fixe du capital.

Outre les cas de violation des articles 4 et 147novies, les seuls cas de nullité de la société coopérative sont les suivants :

- 1° si l'objet social est illicite ou contraire à l'ordre public;

.../...

- 2° si l'acte constitutif ne contient pas d'indication sur les points énumérés à l'alinéa premier;
- 3° si la société ne comprend pas au moins trois fondateurs valablement engagés.

Si les clauses de l'acte constitutif déterminant la répartition des bénéfices ou des pertes sont contraires à l'article 1855 du Code civil, ces clauses sont réputées non écrites".

Article 145.

L'article 145 reproduit l'article 145 des lois coordonnées sur les sociétés coopératives, à l'exception du 6° (voyez article 13 du projet).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 145. L'acte indiquera, en outre :

- 1° la durée de la société (...);
- 2° les conditions d'admission, de démission et d'exclusion des associés et les conditions de retrait de versements;
- 3° comment et par qui les affaires sociales seront administrées et contrôlées et, s'il y a lieu, le mode de nomination et de révocation du gérant, des administrateurs et des commissaires, l'étendue de leur pouvoir et la durée de leur mandat;

.../...

- 4° les droits des associés, le mode de convocation, la majorité requise pour la validité des délibérations, le mode de votation;
- 5° la répartition des bénéfices et des pertes".

Article 146.

L'article 146 reproduit l'article 146 des lois coordonnées sur les sociétés coopératives, à l'exception du 6° (voyez article 14 du projet).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 146. A défaut de disposition sur les points indiqués en l'article précédent, ils seront réglés comme suit :

- 1° la société est constituée pour une durée illimitée. L'article 102 lui est également applicable;
- 2° les associés peuvent se retirer de la société; ils ne peuvent en être exclus que pour inexécution du contrat; l'assemblée générale prononce les exclusions et les admissions et autorise les retraits de versements;
- 3° la société est gérée par un administrateur et surveillée par trois commissaires, nommés de la même manière que dans les sociétés anonymes;
- 4° tous les associés peuvent voter dans l'assemblée générale; ils ont voix égale; les convocations se font par lettre recommandée, signée de l'administration; les résolutions sont prises suivant les règles indiquées pour les sociétés anonymes;

.../...

5° les bénéfices et les pertes se partagent chaque année, par moitié par parts égales entre les associés, et par moitié à raison de leur mise".

Article 147.

Le texte de l'article 147 en projet (article 15) relatif à la tenue du registre des associés n'appelle aucune observation, sauf à supprimer la division en paragraphes qui ne se justifie pas puisque chaque paragraphe ne comporte qu'un alinéa.

§ 1er bis. De la constitution des sociétés coopératives à responsabilité limitée et des sociétés coopératives de participation.

Article 147bis (article 143bis en projet).

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 147bis. § 1er. Les statuts déterminent le montant de la part fixe du capital social.

Ce montant ne peut être inférieur à 750.000 F. Il doit être intégralement souscrit à concurrence de 250.000 F.

.../...

La société est à capital variable pour ce qui dépasse le montant de la part fixe. Cette portion du capital varie en raison de l'admission ou du départ d'associés, de la ...".

*

Il y a une discordance entre le texte de l'article 143bis, § 2, en projet et le commentaire qui lui est consacré (p. 8). Suivant le délégué du ministre, c'est le texte et non le commentaire qui correspond à l'intention de l'auteur du projet. Le commentaire devrait, dès lors, y être adapté.

Le début du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Chaque part représentant un apport en numéraire et chaque part représentant en tout ou en partie un apport en nature doivent être libérées d'un quart".

1. Au début du paragraphe 3, on écrira en français :

"Les apports en nature ne peuvent être rémunérés par des parts représentatives ...".

2. Le paragraphe 4 comprend le texte du paragraphe 4 de l'article 143bis en projet ainsi que le texte inséré dans l'article 143ter par l'article 10 du projet.

.../...

Le texte du paragraphe 4 s'établit donc de la manière suivante :

"§ 4. L'acte authentique de constitution ou de modification des statuts constate que les conditions des paragraphes 1 à 3 ont été respectées.

Les règles des paragraphes 2 et 3 s'appliquent au cas d'augmentation de la part fixe du capital social".

Les paragraphes 5 et 6 de l'article 143bis en projet figurent dans l'article 142 proposé.

Article 147ter (article 144bis en projet).

Le 3° in fine devrait être revu pour tenir compte de l'observation générale II.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 147ter. Les fondateurs et, en cas d'augmentation de la part fixe du capital, celui ou ceux qui gèrent la société coopérative sont solidairement tenus envers les intéressés :

- 1° de toute la part fixe du capital social qui ne serait pas valablement souscrite ainsi que de la différence éventuelle entre le montant visé à l'article 147bis, § 1er, et le montant des souscriptions; ils sont de plein droit réputés souscripteurs;
- 2° de la libération effective des parts et du capital social conformément à ce qui est prévu à l'article 147bis, § 2, ainsi que de la part du capital dont ils sont réputés souscripteurs en vertu du 1°;

.../...

- 3° de la réparation du préjudice qui est la suite immédiate et directe, soit de la nullité de la société, soit de l'absence ou de la fausseté, dans l'acte constitutif publié conformément à l'article 10, de la mention prévue par l'article 7, b, 11°, soit de la surévaluation manifeste des apports ne consistant pas en numéraire, ...;
- 4° des engagements de la société dans une proportion fixée par le juge, en cas de faillite, prononcée dans les trois ans de la constitution, si la part fixe du capital social était lors de la constitution, manifestement insuffisante pour assurer l'exercice normal de l'activité projetée pendant une période de deux ans au moins".

Article 147quater.

L'article 147quater reproduit, moyennant certaines adaptations, l'article 141ter et l'article 141sexies en projet :

"Art. 147quater. Les dispositions de l'article 29bis, alinéas 1 à 7, relatives aux apports dans les sociétés anonymes sont applicables".

Article 147quinquies.

L'article 147quinquies reproduit le texte de l'article 141quater des lois coordonnées.

Article 147sexies.

L'article 147sexies reproduit le texte de l'article 141quinquies des lois coordonnées.

Article 147 septies (article 141septies en projet).

Pour éviter l'une des contradictions indiquées dans l'observation générale II, dont le délégué du ministre a convenu, il convient d'omettre le renvoi à l'article 143bis, § 1er, alinéa 1er, de la loi en projet.

Le texte de l'article en projet est le suivant :

"Art. 147septies. Préalablement à la constitution de la société, les fondateurs remettent au notaire instrumentant un plan financier dans lequel ils justifient le montant de la part fixe du capital".

Article 147octies.

L'article 147octies reproduit le texte de l'article 146bis des lois coordonnées.

Article 147novies (article 141bis, § 3 et § 5, en projet, ainsi que l'article 144, § 1er, 4°, en projet).

1. Suivant le paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 141bis en projet, si les associés n'insèrent pas dans les statuts de la société coopérative de participation les dispositions de l'article 146, 4° et 5°, les associés qui

gèrent la société répondent des dettes sociales de façon illimitée et solidaire.

Une telle sanction est doublement critiquable. En effet, il suffirait pour échapper à cette sanction de désigner des gérants qui ne soient pas des associés. Le délégué du ministre s'est déclaré d'accord pour que la sanction s'applique aux gérants qu'ils soient ou non associés. Mais surtout la sanction est inadéquate. Ce n'est pas aux créanciers sociaux qu'il faut donner une garantie complémentaire, mais aux associés un recours en vue de compenser leur préjudice éventuel si l'article 146, 4° et 5°, n'a pas été respecté.

Ce texte doit, dès lors, être revu sur ce dernier point.

Le texte suivant est proposé pour l'article 147novies :

"Art. 147 novies. § 1er. La nullité de la société coopérative peut être prononcée si les statuts de cette société ne reproduisent pas les règles de l'article 146, 4° et 5°.

En cas de non-respect par les associés de l'article 146, 4° et 5°, ceux qui, qu'ils soient ou non associés, ont la charge de la gestion de la société coopérative de participation conformément à l'article 143, ...".

2. Le paragraphe 5 de l'article 141bis en projet (devenant le paragraphe 2 de l'article proposé) doit être revu pour tenir compte de l'observation générale II.

Suivant le paragraphe 5 de l'article en projet, l'article 161 en projet est seulement applicable à celui ou ceux qui gèrent la société sans avoir la qualité d'associé. Cette restriction limite la responsabilité des associés gérants d'une société coopérative de participation.

Suivant le délégué du ministre, cette restriction ne se justifie pas.

Dès lors, les mots "l'article 161 est seulement applicable à celui ou ceux qui gèrent la société sans avoir la qualité d'associé" doivent, au paragraphe 5 de l'article 141bis, être omis.

§ 2. Des changements dans le personnel et du fonds social.

Article 148 (article 16 du projet).

"L'admission des associés est constatée par l'inscription dans le registre des associés conformément à l'article 147".

Article 149.

L'article 149 reproduit le texte de l'article 149 des lois coordonnées.

Article 150 (article 17 du projet).

Il n'y a pas lieu de substituer les mots "l'associé concerné" à ceux "du démissionnaire" qui sont utilisés par le texte français actuellement en vigueur. Le texte néerlandais doit être adapté en conséquence.

Le texte suivant est proposé :

"La démission est constatée par la mention du fait dans le registre des associés, en marge du nom de l'associé démissionnaire conformément à l'article 147".

Article 151.

L'article 151 reproduit le texte de l'article 151 des lois coordonnées.

Article 152 (article 18 du projet).

Le dernier alinéa du paragraphe 1er désigne l'organe compétent pour prononcer l'exclusion. Il doit constituer le deuxième alinéa de l'article en projet.

Le troisième alinéa doit reproduire le deuxième alinéa en projet, à l'exception de la dernière phrase qui doit constituer un alinéa distinct.

En conséquence, il est proposé de rédiger le paragraphe 1er en projet de la manière suivante :

.../...

"Art. 152. § 1er. Tout associé peut être exclu pour justes motifs ou pour toute autre cause indiquée dans les statuts.

L'exclusion est prononcée par l'assemblée générale à moins que les statuts attribuent ce pouvoir à un autre organe.

L'associé dont l'exclusion est demandée doit être invité à faire connaître ses observations devant l'organe chargé de se prononcer dans le mois à dater du jour où il a reçu la proposition motivée d'exclusion.

S'il le demande, l'associé doit être entendu.

Toute décision d'exclusion est motivée".

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La décision d'exclusion est portée à la connaissance de l'associé, dans les quinze jours de la décision, par lettre recommandée à la poste.

Elle est constatée dans un procès-verbal dressé et signé par l'organe chargé de la gestion de la société. Le procès-verbal mentionne les faits établissant que l'exclusion a été prononcée conformément aux statuts ou au paragraphe 1er. Il est fait mention de l'exclusion sur le registre des membres de la société. Copie conforme est adressée à l'associé exclu, dans les quinze jours, par lettre recommandée à la poste".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le dernier alinéa du paragraphe 2 est applicable uniquement, comme le précise le commentaire des articles de l'exposé des motifs, aux formalités décrites dans le paragraphe 2.

Il convient que le dernier alinéa s'applique à l'ensemble du texte. Dès lors, le dernier alinéa du paragraphe 2 doit devenir le paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Ces règles s'appliquent nonobstant toute disposition contraire des statuts, à l'exception du paragraphe 1er, alinéa 2".

Article 153.

L'ensemble de ce texte envisage non seulement la perte de la qualité d'associé, mais aussi le retrait de parts. Cela résulte du début du paragraphe 1er et est confirmé par le passage du commentaire des articles (p. 14) où on lit qu'"à la démission est assimilé le retrait d'une partie des parts souscrites". Le projet entend sans doute trancher la controverse qui, sous l'empire de la loi actuelle, divisait les auteurs sur la question de savoir si un même associé pouvait, sans démissionner et en restant donc associé, retirer une partie de ses parts et en exiger le remboursement (voyez notamment Van Rijn et Heenen, Principes de droit commercial, t. II, n° 1017). Il convient que le texte même du projet exprime que le retrait partiel doit être assimilé à une démission. De cette assimilation dépend en effet l'applicabilité au retrait de la garantie que les

.../...

tiers trouvent dans l'article 155 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et dont les termes visent seulement la démission.

Article 153, §§ 5 et 6.

1. Ces textes énoncent, selon le délégué du ministre, des règles impératives. Il convient d'autant plus que cette précision figure dans le texte qu'il est de pratique courante de préciser dans les statuts comment et dans quels cas s'effectuent les remboursements.

2. La première phrase de l'alinéa premier du paragraphe 5 n'énonce pas une règle substantiellement différente de celle qu'exprime la première phrase de l'alinéa premier du paragraphe 6. Il ne convient pas qu'une même règle soit exprimée deux fois dans le même article d'une même loi, fût-ce dans deux paragraphes distincts car un tel redoublement entraîne parfois de sérieuses difficultés d'interprétation.

3. Si la portée de la deuxième phrase du même alinéa 1er du paragraphe 5 est de permettre aux associés qui ne quittent pas la société d'acheter les parts de ceux qui désirent la quitter même si les clauses des statuts n'autorisent pas cette cession, il serait bon que cette portée soit expressément précisée par le texte. Quant au délai indiqué, il est difficile d'en apercevoir la portée, car les associés qui restent dans la société disposent encore, une

fois ce délai expiré, de la possibilité d'acheter, ainsi que le précisent d'ailleurs les derniers mots de l'alinéa 2 du même paragraphe 5.

4. L'emploi dans chacun des deux alinéas de l'expression "réduction du capital" ne va pas sans ambiguïté. Dans le premier, en effet, "réduction du capital souscrit" désigne une opération arithmétique ou comptable, tandis que dans le second il s'agit de l'acte juridique de modification des statuts par lequel le montant de la part fixe du capital est diminué. Le texte des deux alinéas devrait être revu pour porter remède à cette ambiguïté.

5. A l'alinéa 2 du paragraphe 5, il est question d'un "ancien associé" qui "acquiert" la qualité d'associé; il convient d'écrire qu'il "recouvre" cette qualité.

Ces deux paragraphes doivent être entièrement revus.

Article 154.

L'article 154 reproduit le texte de l'article 154 des lois coordonnées.

Article 155.

L'article 155 reproduit le texte de l'article 155 des lois coordonnées.

Article 156.

L'article 156 reproduit le texte de l'article 156 des lois coordonnées.

Article 157.

L'article 157 reproduit le texte de l'article 157 des lois coordonnées.

§ 3. Des mesures dans l'intérêt des tiers.Article 158.

L'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 158. Sont applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée et de participation :

- 1° l'article 65 ... (1)
- 2° l'article 77, alinéas 1er à 4, 6 et 7;
- 3° l'article 77bis, alinéas 2 à 4;
- 4° l'article 78, à l'exception de l'alinéa 1er, 3°;
- 5° l'article 79;
- 6° l'article 80, à l'exception de l'alinéa 2, 3°;
- 7° l'article 80bis".

Article 159.

1. Suivant le a) de la disposition en projet, les mots "société coopérative" accompagnés des initiales "S.C." sont maintenus pour désigner les sociétés coopératives à responsabilité limitée, mais il serait préférable d'utiliser la dénomination complète de "société coopérative à responsabilité limitée" dont les initiales seraient "S.C.R.L."

2. Au d), il y a une discordance entre le texte français, qui vise une "société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative" et le texte néerlandais qui vise "een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid". Le texte néerlandais doit prévaloir.

(1) Texte à préciser, l'article 65 actuellement en vigueur ne comptant plus que deux alinéas.

Le texte proposé est le suivant :

"d) ou, suivant le cas, des mots "société civile ayant emprunté la forme juridique d'une société coopérative à responsabilité limitée" ou "société civile ayant ... illimitée et solidaire".

Article 160.

L'article 160 reproduit le texte de l'article 160 des lois coordonnées.

Article 161.

Le texte suivant est proposé en français :

"Les articles 62 et 63ter sont applicables à celui ou ceux qui gèrent la société coopérative".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 162.

L'article 162 reproduit le texte de l'article 162 des lois coordonnées.

.../...

Article 163.

L'article 163 reproduit le texte de l'article 163 des lois coordonnées.

Article 164.

L'article 164 reproduit le texte de l'article 164 des lois coordonnées.

§ 4. De la modification de la forme d'une société coopérative.Article 164bis (article 141bis, §§ 6 à 8).

1. Les paragraphes 6 à 8 de l'article 141bis en projet règlent les conditions à respecter en cas de modification des statuts tendant à remplacer une forme de société coopérative par une autre forme de cette même société ainsi que les conséquences de ce changement pour les associés.

Ces paragraphes doivent faire l'objet d'un article distinct qui figurerait dans un paragraphe 4 nouveau intitulé "De la modification de la forme d'une société coopérative". Cet article deviendrait l'article 164bis.

2. Le texte en projet reste en défaut de régler les conditions auxquelles les autres sociétés visées à l'article 2 des lois coordonnées sur les sociétés commer-

.../...

ciales peuvent être transformées en l'un des trois nouveaux types de société coopérative. Les règles nécessaires à cet effet devraient être introduites dans la section VIII "De la transformation de sociétés" des lois coordonnées précitées.

3. Il convient comme il a été dit ci-dessus de remplacer les mots "capital statutaire intangible" par les mots "part fixe du capital social".

4. La loi en projet contient, dans les dispositions relatives à la modification de la forme de la société coopérative, des contradictions semblables à celles relevées dans l'observation générale II.

En effet, si la société coopérative passe d'une forme à une autre et, en particulier, si une société coopérative à responsabilité illimitée est transformée en société coopérative à responsabilité limitée ou en une société coopérative de participation (hypothèse visée dans le paragraphe 7, alinéa 4, de l'article 141bis en projet), l'acte authentique de modification doit mentionner "le montant du capital statutaire intangible en respectant ce qui est prévu à l'article 143bis, § 1er", et, en outre, les associés sont tenus solidairement envers les tiers "de la différence éventuelle entre l'actif net tel qu'il résulte de l'état (résumant la situation active et passive de la société visée dans l'alinéa 3 du paragraphe 7 précité) et le montant du capital statutaire intangible visé à l'alinéa précédent".

Il y a contradiction en ce que dans les textes précités, est visé l'article 143bis, § 1er, en projet alors que suivant l'article 141bis, § 5, en projet l'arti-

cle 143bis, § 1er, n'est pas applicable à la société coopérative de participation.

Ces contradictions doivent être réglées en tenant compte de la suite qui sera donnée à l'observation générale II.

En outre, l'alinéa 5, 3°, du même paragraphe 7 est difficilement compréhensible en raison de la référence inexacte qu'il contient, le paragraphe 5 de l'article 141bis en projet ne comportant pas un alinéa 2.

5. Si les transformations visées aux paragraphes 6 et 8 doivent être décidées avec l'accord de tous les associés, un tel accord n'est pas requis expressément en cas de transformation visée au paragraphe 7 de l'article en projet. Il faut le compléter en y mentionnant les conditions de présence et de majorité requises pour décider une telle transformation.

Le texte suivant est proposé pour l'article 164bis :

"Article 164bis. § 1er. Nonobstant toute stipulation contraire, la modification des statuts qui vise à transformer une société coopérative à responsabilité limitée en une société coopérative à responsabilité illimitée ou en une société coopérative de participation requiert l'accord unanime des associés.

Par application de l'article 11bis, une telle modification doit être constatée par acte authentique. La forme authentique n'est pas obligatoire pour les modifica-

tions statutaires ultérieures de la société coopérative à responsabilité illimitée.

§ 2. Nonobstant toute stipulation contraire, la modification des statuts qui vise à transformer une société coopérative à responsabilité illimitée en une société coopérative à responsabilité limitée ou en une société coopérative de participation est décidée par l'assemblée générale ... (conditions de présence et de majorité).

Par application de l'article 11bis, une telle modification doit être constatée dans un acte authentique. La forme authentique doit également, à peine de nullité, être donnée à toute modification ultérieure des statuts. Dans l'un et l'autre cas, l'article 13quater, §§ 1er et 2, est applicable.

L'acte constatant l'établissement d'une société coopérative à responsabilité limitée précise le montant de la part fixe du capital social conformément à l'article 147bis, § 1er.

La modification est décidée après l'établissement d'un état résumant ... (voir suite au projet).

Les associés restent tenus envers les tiers dans les limites des engagements de la société antérieurs à l'opposabilité aux tiers de l'acte de modification conformément à l'article 10, § 4.

Les associés sont tenus solidairement envers les tiers :

.../...

1° de la différence ...;

2° de la réparation du préjudice ...;

3° de la réparation du préjudice

§ 3. Nonobstant toute stipulation contraire, une modification des statuts visant à transformer une société coopérative de participation en une société coopérative de responsabilité limitée requiert l'accord unanime des associés.

Par application de l'article 11bis, une telle modification doit être constatée par acte authentique.

Cette modification ne s'applique aux engagements de la société qu'à partir du jour où cette modification est opposable aux tiers conformément à l'article 10, § 4".

Article 23 (devenant l'article 5).

L'article 23, devenant l'article 5, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. Les sociétés antérieurement constituées doivent rendre leurs statuts conformes aux dispositions de la présente loi dans un délai à fixer par le Roi, qui ne peut être inférieur à un an et supérieur à quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi. Aussi longtemps que leurs statuts ne sont pas modifiés, ces sociétés ...".

Articles 24 et 25.

L'article 24 énonce des règles qui sont déjà formulées dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il y a lieu, dès lors, d'omettre l'article 24.

Si le texte était maintenu, il y aurait lieu d'écrire :

"Art. 6. Les décisions de mise en concordance ...".

L'article 25 appelle la même remarque que celle faite sous l'article 24.

Si le texte était maintenu, il y aurait lieu d'écrire :

"Art. 7. Pendant le délai prévu à l'article 23 (devenant l'article 5), la mise en concordance des statuts peut ... conformément aux dispositions de la section VIII des lois coordonnées sur les sociétés commerciales".

Article 26 (devenant l'article 6).

Pour déterminer les règles impératives qui seront applicables aux sociétés qui resteraient en défaut de mettre leurs statuts en concordance avec la loi nouvelle ou de se transformer, il serait nécessaire de préciser si elles seront considérées comme société coopérative à responsabilité illimitée et solidaire, comme société coopérative à responsabilité limitée ou comme société coopérative de participa-

tion. Suivant le délégué du ministre, elles seront considérées comme sociétés coopératives à responsabilité limitée.

La solution peut être critiquée car la société coopérative à responsabilité limitée est, de toutes les formes que la loi en projet institue, celle qui requiert que soient prises nombre de précautions pour protéger les tiers, précautions qui, par hypothèse, n'auront pas pu être prises lorsque le régime de la société coopérative à responsabilité limitée n'aura été rendu applicable qu'en raison d'omission et de façon subsidiaire.

Sous cette réserve, le texte proposé pour l'article 26, devenant l'article 6, est le suivant :

"Art. 6. A défaut de mise en concordance des statuts , les sociétés seront considérées comme sociétés coopératives à responsabilité limitée, les clauses contraires ...".

L'article 27 du projet devient l'article 7.

Section VII. - DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

§ 1er. De la nature et de la constitution des sociétés coopératives en général.

<u>Nouvelle rédaction</u>	<u>Matière</u>	<u>Lois coord. soc. comm.</u> <u>actuelles</u>	<u>Projet</u>	<u>Lois coord.</u> <u>en projet.</u>
Art. 141, § 1er	Nature de la société Nature des titres	141, al. 1 141, al. 3		
Art. 141, § 2	Formes de soc. coop.		Art. 5	Art. 141bis, §§ 1er et 2
Art. 142, § 1er	Cessibilité aux associés aux tiers	141, al. 2 142, al. 1er et 2	Art. 3 et 4	Art. 141 et 142
§ 2	Interdiction de souscrire ses propres parts; sanction	141bis	Art. 9	Art. 143bis §§ 5 et 6
Art. 143	Dénomination; nombre de membres; administration	143	Art. 8	Art. 143, al. 1 et 2, (amputé de al. 3)
Art. 144	Points obligatoires des statuts; nullité	144	Art. 11	Art. 144
Art. 145	Autres points des statuts	145	Art. 13	Art. 145 (amputé de al. 1er, 6°)
Art. 146	Dispositions supplétives	146	Art. 14	Art. 146 (amputé de al. 1er, 6°)
Art. 147	Registre des associés	147	Art. 15	Art. 147

§ 1erbis. De la constitution des sociétés coopératives à responsabilité limitée
et des sociétés coopératives de participation.

<u>Nouvelle rédaction</u>	<u>Matière</u>	<u>Lois coord. soc. comm. actuelles</u>	<u>Projet</u>	<u>Lois coord. en projet.</u>
Art. 147bis, § 1er	Part fixe du capital	-	Art. 9	143bis, § 1er
§ 2	Libération du quart	-	Art. 9	143bis, § 2
§ 3	Apports en nature, limite	-	Art. 9	143bis, § 3
§ 4	Constatation du respect des conditions Application en cas d'augmentation du capital	141quinquies	Art. 9 et 10	143bis, § 4; 143ter
Art. 147ter	Garantie des fondateurs	141sexies	Art. 12	144bis
Art. 147quater	Apports en nature - renvoi à 29bis L.C. Al. 1 à 4 - al. 5 à 7	141ter	Art. 6	141ter non modifié 141sexies
Art. 147quinquies	Acquisition après const. - renvoi à 120quater L.C.	141quater	-	141quater non modifié
Art. 147sexies	Apports en nature rapp. préalable comm. réviseur	-	-	141quinquies non modifié
Art. 147septies	Plan financier	-	Art. 7	141septies
Art. 147octies	Commissaires	146bis	-	146bis non modifié
Art. 147novies,				
§ 1er	Règles de la soc. coop. de participation	-	Art. 5	Art. 144, § 1er, 4°, et art. 141bis, § 3
§ 2	Déroghations au rég. spécial de r.l.	-		Art. 141bis, § 5

§ 2. Des changements dans le personnel et du fonds social.

<u>Nouvelle rédaction</u>	<u>Matière</u>	<u>Lois coord. soc. comm. actuelles</u>	<u>Projet</u>	<u>Lois coord. en projet.</u>
Art. 148	Admission des associés	148	Art. 16	Art. 148
Art. 149	Moment du retrait	149		Art. 149
Art. 150	Démission des associés	150	Art. 17	Art. 150
Art. 151	Refus de démission	151		Art. 151
Art. 152	Exclusion d'un associé	152	Art. 18	Art. 152
Art. 153	Remboursement de parts	153	Art. 19	Art. 153
Art. 154	Décès, faillite	154		Art. 154
Art. 155	Conséquence de la démission	155		Art. 155
Art. 156	Titre nominatif	156		Art. 156
Art. 157	Saisie par les créanciers de l'associé	157		Art. 157

§ 3. Des mesures dans l'intérêt des tiers.

<u>Nouvelle rédaction</u>	<u>Matière</u>	<u>Lois coord. soc. comm. actuelles</u>	<u>Projet</u>	<u>Lois coord. en projet.</u>
Art. 158	Articles applicables à la S.C.R.L.	158	Art. 20	Art. 158
Art. 159	Mention dans les actes ... de la dénomination et de la forme de la société	159	Art. 21	Art. 159
Art. 160	Sanction de l'article précédent	160		Art. 160
Art. 161	Responsabilité des administrateurs		Art. 22	Art. 161
Art. 162	Dépôt au greffe du tribunal de commerce d'une liste des associés	162		
Art. 163	Dépôt au greffe du même tribunal d'un acte constatant le pouvoir des gérants	163		
Art. 164	Droit du public de prendre connaissance de la liste et de l'acte précités	164		

§ 4. De la modification de la forme d'une société coopérative.

Nouvelle rédaction

Matière

Lois coord. soc. comm.
actuelles

Projet

Lois coord.
en projet.

Art. 164bis

Modification
de la forme

Art. 5

Art. 141bis,
§§ 6 à 8

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

De door de Regering geplande hervorming, in het bijzonder de voornaamste vernieuwing die erin bestaat "een onderscheid (in te voeren) tussen enerzijds de bepalingen in verband met de werking van de coöperatieve vennootschap en anderzijds de bepalingen en de gevolgen van een regeling met beperkte aansprakelijkheid" (memorie van toelichting, blz. 3), behoort zo duidelijk mogelijk te blijken uit de inrichting van de tekst zelf van de wet. De bepalingen bestemd om te worden toegevoegd aan de huidige regels of ter vervanging van tot op heden geldende artikelen moeten tevens harmonisch passen in de tekst die gewijzigd wordt, ook wat de stijl betreft (zie regel 100 van de handleiding bij de wetgevingstechniek).

Daarom wordt in dit advies voorgesteld dat het ontwerp afdeling VII van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen geheel herschikt, welke afdeling gewijd is aan de coöperatieve vennootschappen. De herschikking bestaat erin aan de drie paragrafen waaruit die afdeling thans bestaat, twee nieuwe toe te voegen en het opschrift van de eerste te wijzigen.

In de eerste paragraaf zouden de regels worden samengebracht die gelden voor alle coöperatieve vennootschappen. Er zou een paragraaf 1bis worden toegevoegd waarin de regels worden samengebracht die eigen zijn aan de oprichting van coöperatieve vennootschappen met beperkte

.../...

aansprakelijkheid en aan de coöperatieve vennootschappen bij wijze van deelneming. Een paragraaf 4 zou ten slotte de afdeling afsluiten en zou gewijd zijn aan de regels die gelden voor de wijziging van de statuten die wordt uitgevoerd om een coöperatieve vennootschap van de ene vorm naar een andere te doen overgaan.

Het plan van afdeling VII van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zou er dus als volgt uitzien :

"Afdeling VII - Coöperatieve vennootschappen.

§ 1. Aard en oprichting van coöperatieve vennootschappen in het algemeen.

§ 1bis. Oprichting van coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en van coöperatieve vennootschappen bij wijze van deelneming.

§ 2. Veranderingen in de samenstelling van de vennootschap en in het maatschappelijk kapitaal.

§ 3. Maatregelen in het belang van derden.

§ 4. Wijziging van de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap".

Het ligt voor de hand dat een bepaald aantal wijzigingen zullen worden voorgesteld die louter de vorm

.../...

betreffen en die slechts het gevolg zijn van deze wijziging van het plan (1).

II.

Verschillende teksten die van toepassing zijn op de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming zijn in strijd met elkaar; daaruit blijkt dat er algemene onzekerheid bestaat omtrent de regeling van die vorm van coöperatieve vennootschap.

Er is een tegenstrijdigheid in het feit dat het ontworpen artikel 141bis, § 5, bepaalt dat artikel 144bis, 3°, niet van toepassing is op de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming, terwijl in die tekst zelf wordt gesteld dat

"de oprichters (...) gehouden (zijn) tot vergoeding van de schade die het onmiddellijk ... gevolg is ... met betrekking tot de coöperatieve vennootschappen bij wijze van deelneming, van de niet-naleving van artikel 146, 4° en 5°".

Er is eveneens een tegenstrijdigheid daar waar in het ontworpen artikel 141bis, § 5, wordt bepaald dat het ontworpen artikel 143bis, § 4, van toepassing is op de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming en dus verplicht vast te stellen dat voldaan is aan hetgeen wordt

(1) Zie als bijlage een tabel waarin voor elke paragraaf van afdeling VII de artikelen worden vermeld die erin voorkomen.

voorgeschreven door de regels van het ontworpen artikel 143bis, § 1 tot § 3, terwijl die regels, luidens hetzelfde artikel 141bis, § 5, geen toepassing vinden op de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming.

Er is nog een tegenstrijdigheid in het feit dat het ontworpen artikel 141septies de oprichters van een coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming verplicht "aan de optredende notaris een financieel plan (te overhandigen) waarin zij het bedrag van het in de statuten vermeld onaantastbaar maatschappelijk kapitaal, bedoeld in artikel 143bis, § 1, verantwoorden", terwijl dat ontworpen artikel 143bis, § 1, waarnaar artikel 141septies verwijst, luidens het ontworpen artikel 141bis, § 5, niet van toepassing is op de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming.

Die laatste tegenstrijdigheid, die de gemachtigde van de minister heeft toegegeven, is des te betreuenswaardiger daar in de memorie van toelichting (blz. 6) nadruk wordt gelegd op de regel die de oprichters van een coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming verplicht om aan de notaris een financieel plan te overhandigen; die verplichting heeft immers tot gevolg dat de oprichters in bepaalde gevallen van faillissement gebonden zijn door een bijzondere aansprakelijkheid (ontworpen artikel 144bis, 4°).

Meer algemeen gesteld kan men zich vragen stellen over de samenhang tussen de regels die gelden voor de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming en de regels die gelden voor de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. De bedoeling van de laatstgenoemde regels is dikwijls de waarborg die aan de schuld-

eisers van de vennootschap wordt geboden door het bestaan zelf van een vast gedeelte in het maatschappelijk kapitaal, effectief te maken. Dat is bijvoorbeeld het geval met de eis van een minimumbedrag aan vast kapitaal en van de verplichting om ten minste een gedeelte van de aandelen waarop is ingeschreven, vol te storten. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom die waarborgen, die noodzakelijk worden geacht in het geval van coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, ook niet noodzakelijk worden geacht voor coöperatieve vennootschappen bij wijze van deelneming, aangezien de aansprakelijkheid van de vennoten in die vennootschappen eveneens beperkt is. De regels die in het bijzonder van toepassing zijn op de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming en die deze haar eigen kenmerken verlenen, namelijk gelijkheid in de algemene vergadering en bij de verdeling van winst en verlies, verlenen de schuldeisers geen enkele bescherming en kunnen hun dus geen compensatie bieden voor het ontbreken, in het geval van de vennootschappen bij wijze van deelneming, van regels die de schuldeisers van de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid beschermen. Het ontwerp zou moeten worden herzien om voor die samenhang te zorgen. Mocht worden besloten daar niet voor te zorgen, dan moeten de redenen van die verschillen in de memorie van toelichting worden uiteengezet.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

.../...

"Wet tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935".

Bepalend gedeelte.

Het opschrift van hoofdstuk I zou "Wijzigingsbepalingen" moeten luiden en dat van hoofdstuk II "Overgangs- en slotbepalingen".

Gelet op het door de steller van het ontwerp beoogde doel, moet artikel 2 van de wetten op de handelsvennootschappen worden gewijzigd. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1. In artikel 2, eerste lid, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, gewijzigd bij de wetten van 14 maart 1962 en 15 juli 1985, worden de woorden "de coöperatieve vennootschap" vervangen door de woorden "de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid; de coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid; de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming".

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

1. In de inleidende volzin dient te worden herinnerd aan de vroegere wijzigingen die in artikel 4 van de gecoördineerde wetten zijn aangebracht. Na het opschrift van de gecoördineerde wetten dient dus te worden

.../...

toegevoegd : "gewijzigd bij de wetten van 6 maart 1973 en 15 juli 1985 ...".

2. In het ontworpen artikel 4, eerste lid, worden de woorden "onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid" gebruikt. Aangezien het laatstgenoemde begrip later zal worden verduidelijkt in artikel 5 van het ontwerp, is het verkieslijk te schrijven : "onbeperkte aansprakelijkheid" (zie de voor artikel 141, § 2, tweede lid, voorgestelde tekst).

3. In de Franse tekst schrijve men aan het slot van het tweede lid : "... par des actes authentiques".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

1. In de inleidende volzin dient te worden herinnerd aan de vroegere wijzigingen die in artikel 7 van de gecoördineerde wetten zijn aangebracht.

Men schrijve dus :

"Art. 2. In artikel 7 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978, 5 december 1985 en 15 juli 1985 ...".

2. Om verwarring te vermijden tussen het minimumkapitaal dat door de wet wordt vastgesteld en het kapitaal dat in de statuten van de vennootschap wordt

.../...

vastgesteld, dienen de woorden "Het minimumbedrag van het maatschappelijk kapitaal" vervangen te worden door de woorden "Het bedrag van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal". Die uitdrukking kan trouwens verder in de tekst best de uitdrukking "onaantastbaar maatschappelijk kapitaal" vervangen.

Gelet op deze opmerkingen, wordt voor artikel 2 van het ontwerp de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 2. In artikel 7 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978, 5 december 1984 en 15 juli 1985, wordt de volgende wijziging aangebracht : in b) wordt de bepaling onder 5° vervangen door de volgende bepaling :

"5° het bedrag van het maatschappelijk kapitaal en, voor de coöperatieve vennootschappen, het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal;".

Artikel 3.

De bepaling die door artikel 3 van het ontwerp wordt ingevoerd, wordt met bepaalde aanpassingen overgenomen in artikel 142, § 1, van de voorgestelde tekst.

Artikel 4.

Het essentiële van deze tekst bevindt zich in de voor artikel 142, § 1, voorgestelde tekst. Deze tekst moet vervallen.

Artikel 4.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 4. In dezelfde gecoördineerde wetten wordt afdeling VII Coöperatieve vennootschappen, waarin de artikelen 141 tot 164 vervat zijn, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978, 26 mei 1983, 5 december 1984, 21 februari 1985 en 22 december 1989, vervangen door afdeling VII "Coöperatieve vennootschappen, waarin de artikelen 141 tot 164bis zijn vervat en die als volgt wordt gesteld : ...".

§ 1. Aard en samenstelling van coöperatieve vennootschappen in het algemeen.

Artikel 141 (huidig artikel 141, eerste en derde lid, en ontworpen artikel 141bis, §§ 1 en 2).

De gemachtigde van de minister heeft ermee ingestemd af te zien van het bepalen van de rechtsvorm van de coöperatieve vennootschap voor het geval dat de vennoten dit niet zelf doen in de statuten.

De tweede volzin van het derde lid van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 141bis moet dus vervallen. Hierdoor moet in de oprichtingsakte noodzakelijk de gekozen rechtsvorm van de coöperatieve vennootschap worden vermeld. Artikel 144 zal daartoe worden verbeterd.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 141 :

"Art. 141. § 1. De coöperatieve vennootschap is een vennootschap die bestaat uit een veranderlijk aantal vennoten met veranderlijke inbrengen. Deze zijn inbrengen in geld of andere werkelijke inbrengen.

Buiten de aandelen die de inbrengen vertegenwoordigen, mag geen enkele andere soort effecten worden uitgegeven, onder welke benaming ook.

§ 2. Er zijn drie vormen van coöperatieve vennootschap : de coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid, de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid en de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming. In de statuten wordt vermeld welke van die drie vormen de vennoten aannemen.

Indien de coöperatieve vennootschap een vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid is, zijn de vennoten persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de schulden van de vennootschap; indien het een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid is, staan de vennoten slechts voor de schulden van de vennootschap in tot het beloop van hun inbrengen. De coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming is een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

In de statuten wordt geen enkel onderscheid gemaakt tussen de vennoten uit het oogpunt van hun aansprakelijkheid".

.../...

Artikel 142 (het huidige artikel 142, eerste lid, het ontworpen artikel 141, tweede lid, en het ontworpen artikel 143, §§ 5 en 6).

Voor paragraaf 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

Art. 142. § 1. De aandelen kunnen aan vennoten overgedragen worden onder de voorwaarden door de statuten bepaald.

Zij kunnen slechts worden overgedragen aan of overgaan op derden die bij name worden aangewezen in de statuten of die behoren tot door de statuten bepaalde categorieën en voldoen aan de wettelijke of statutaire vereisten om vennoot te zijn. In dat geval is de toestemming vereist van het orgaan dat bevoegd is om te beslissen over de toetreding van vennoten.

Evenwel kunnen de aandelen die werkelijke, niet-geldelijke inbrengen vertegenwoordigen, niet eerder overgedragen worden dan tien dagen na overlegging van de tweede jaarbalans na hun uitgifte. Hun aard, de datum van hun uitgifte en hun tijdelijke onoverdraagbaarheid worden vermeld op de certificaten en in het bij artikel 147 voorgeschreven register".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bepaling van paragraaf 5 van artikel 143bis vervangen wordt door de nieuwe tekst van artikel 29bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zoals die voortvloeit uit artikel 1 van het ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd

.../...

op 30 november 1935, in het kader van een doorzichtige organisatie van de markt van de ondernemingen en van de openbare overnameaanbiedingen (Gedr. St. Senaat, zitting 1990-1991, nr. 1107-1).

Voorgesteld wordt er paragraaf 2 van artikel 142 van te maken, luidende :

"§ 2. De vennootschap mag niet op haar eigen aandelen inschrijven, noch rechtstreeks, noch door een dochtervennootschap, noch door een persoon die handelt in eigen naam maar voor rekening van de vennootschap of de dochtervennootschap. Onder dochtervennootschap moet worden verstaan een vennootschap die een dochteronderneming is in de zin van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

Zij die bij de oprichtingsakte van een vennootschap verschijnen en, in geval van verhoging van het vaste gedeelte van het kapitaal, de bestuurders van de vennootschap, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de volstorting van de aandelen waarop met schending van het eerste lid is ingeschreven".

Artikel 143 (het artikel 143, eerste en tweede lid, ontdaan van het derde lid overeenkomstig artikel 8 van het ontwerp).

"Art. 143. De coöperatieve vennootschap bestaat niet onder een firma; zij wordt met een bijzondere benaming aangegeven. De vennootschap moet uit ten minste drie personen bestaan.

Zij wordt bestuurd door een of meer lasthebbers, al dan niet vennoten, die slechts verantwoordelijk zijn voor de hun opgedragen last".

Artikel 144.

1°.

De bepaling onder 1° van het ontworpen artikel 144, § 1, moet vervallen omdat artikel 4 van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij het onderhavige wetsontwerp, als straf op het ontbreken van een authentieke akte wanneer deze vereist is, reeds in nietigheid heeft voorzien. Dat artikel 4 zal in herinnering worden gebracht aan het begin van het tweede lid van de voor artikel 144 voorgestelde tekst.

4°.

Het in de bepaling onder 4° van het ontworpen artikel 144, § 1, bedoelde geval van nietigheid is uit de voorgestelde tekst geweerd omdat het in een bepaling wordt opgenomen die eigen is aan de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming (artikel 147novies). Ook in dit geval volstaat een herinnering aan het begin van het tweede lid van het voorgestelde artikel 144.

In het eerste lid van de voor artikel 144 voorgestelde tekst, dienen de woorden "de rechtsvorm van de coöperatieve vennootschap" te worden toegevoegd.

.../...

5°.

Deze bepaling knoopt aan bij artikel 13ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Volgens het ontworpen artikel 144 evenwel kan de nietigheid worden uitgesproken in de verschillende gevallen die erin worden opgenoemd en daarin komt het geval voor dat het doel van de vennootschap onwettig is of strijdig met de openbare orde.

Het is ondenkbaar dat de rechter in zo'n geval een beoordelingsbevoegdheid heeft.

In de voor artikel 144, tweede lid, voorgestelde tekst wordt met die opmerking rekening gehouden. De tekst wordt als volgt gesteld :

"Art. 144. In de oprichtingsakte dienen de volgende punten te worden bepaald :

- 1° de rechtsvorm van de coöperatieve vennootschap; de naam van de vennootschap; de zetel ervan;
- 2° het doel van de vennootschap;
- 3° nauwkeurige gegevens betreffende de persoon van de vennoten;
- 4° gegevens betreffende de inbrengen en het bedrag van het vaste gedeelte van het kapitaal.

.../...

Buiten de gevallen waarin de artikelen 4 en 147novies worden geschonden, zijn de enige gevallen van nietigheid van de coöperatieve vennootschap de volgende :

- 1° wanneer het doel van de vennootschap onwettig is of strijdig met de openbare orde;
- 2° wanneer de oprichtingsakte geen aanwijzing bevat in verband met de in het eerste lid opgenoemde punten;
- 3° wanneer het aantal op geldige wijze verbonden oprichters van de vennootschap minder dan drie bedraagt.

Wanneer de bepalingen van de oprichtingsakte betreffende de verdeling van de winst of het verlies strijdig zijn met artikel 1855 van het Burgerlijk Wetboek, worden zij als niet-geschreven beschouwd".

Artikel 145.

In artikel 145 wordt de tekst overgenomen van artikel 145 van de gecoördineerde wetten op de coöperatieve vennootschappen, behalve de bepaling onder 6° (zie artikel 13 van het ontwerp).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 145. De akte vermeldt bovendien :

- 1° de duur van de vennootschap (...);

.../...

- 2° de voorwaarden van toetreding, uittreding en uitsluiting van vennoten en de voorwaarden van terugnemings van gestorte gelden;
- 3° hoe en door wie de aangelegenheden van de vennootschap worden bestuurd en er toezicht op wordt uitgeoefend, alsook, indien daartoe aanleiding bestaat, de wijze waarop de zaakvoerder, de bestuurders en de commissarissen worden benoemd en ontslagen, de omvang van hun bevoegdheid en de duur van hun opdracht;
- 4° de rechten van de vennoten, de wijze waarop zij worden bijeengeroepen, de meerderheid vereist om geldige besluiten te nemen, de wijze waarop wordt gestemd;
- 5° hoe de winst wordt verdeeld en het verlies omgeslagen".

Artikel 146.

In artikel 146 wordt de tekst overgenomen van artikel 146 van de gecoördineerde wetten op de coöperatieve vennootschappen, behalve de bepaling onder 6° (zie artikel 14 van het ontwerp).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 146. Wanneer in de akte niets bepaald is omtrent de in het vorige artikel vermelde punten, gelden de volgende regels :

- 1° de vennootschap wordt opgericht voor onbepaalde duur. Artikel 102 is op haar eveneens van toepassing;

- 2° de vennoten kunnen uittreden; zij mogen niet uitgesloten worden dan wegens niet-nakoming van de overeenkomst; de algemene vergadering beslist over de uitsluiting en de toelating van vennoten en geeft toestemming tot het terugnemen van gestorte gelden;
- 3° de vennootschap wordt bestuurd door een bestuurder en er wordt toezicht op gehouden door drie commissarissen, allen worden op dezelfde wijze benoemd als in de naamloze vennootschappen;
- 4° alle vennoten zijn stemgerechtigd in de algemene vergadering; zij hebben gelijk stemrecht; de oproeping geschiedt bij aangetekende brief, ondertekend door het bestuur; de besluiten worden genomen overeenkomstig de regels bepaald voor de naamloze vennootschappen;
- 5° jaarlijks wordt de winst onder de vennoten verdeeld of het verlies over hen omgeslagen, de ene helft in gelijke delen en de andere helft naar evenredigheid van hun inbreng".

Artikel 147.

Bij de tekst van het ontworpen artikel 147 (artikel 15) betreffende het bijhouden van een register van de vennoten behoeft geen enkele opmerking te worden gemaakt, behalve dat de indeling in paragrafen dient te vervallen : er is immers geen reden voor die indeling, aangezien elke paragraaf slechts uit één lid bestaat.

.../...

§ 1bis. De oprichting van coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en van coöperatieve vennootschappen bij wijze van deelneming.

Artikel 147bis (het ontworpen artikel 143bis).

Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te stellen :

"Art. 147bis. § 1. De statuten bepalen het bedrag van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal.

Dat bedrag mag niet lager zijn dan 750.000 frank.
Het moet voltekend zijn ten belope van 250.000 frank.

Het kapitaal van de vennootschap is veranderlijk wat het bedrag betreft dat het vaste gedeelte te boven gaat. Dat gedeelte van het kapitaal varieert ter oorzaak van de toetreding of uittreding van vennoten, de ...".

*

Er is een discrepantie tussen de tekst van het ontworpen artikel 143bis, § 2, en de commentaar die eraan is gewijd (blz. 8). Volgens de gemachtigde van de minister is het de tekst en niet de commentaar die overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp. De commentaar zou daar bijgevolg aan moeten worden aangepast.

Het zou beter zijn het begin van paragraaf 2 als volgt te stellen :

.../...

"§ 2. Op elk aandeel dat een inbreng in geld vertegenwoordigt en op elk aandeel dat geheel of gedeeltelijk een inbreng in natura vertegenwoordigt, moet een vierde worden gestort".

1. In de Franse tekst schrijve men aan het begin van paragraaf 3 :

"Les apports en nature ne peuvent être rémunérés par des parts représentatives ...".

2. In paragraaf 4 is de tekst van paragraaf 4 van het ontworpen artikel 143bis vervat, alsmede de tekst die bij artikel 10 van het ontwerp in artikel 143ter wordt ingevoegd.

De tekst van paragraaf 4 luidt dus als volgt :

"§ 4. In de authentieke oprichtingsakte of in de akte tot wijziging van de statuten wordt vastgesteld dat aan de voorwaarden gesteld in de paragrafen 1 tot 3 is voldaan.

De regels van de paragrafen 2 en 3 zijn van toepassing in geval van verhoging van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal".

De paragrafen 5 en 6 van het ontworpen artikel 143bis zijn opgenomen in het voorgestelde artikel 142.

.../...

Artikel 147ter (het ontworpen artikel 144bis).

De bepaling onder 3° in fine zou moeten worden herzien om rekening te houden met algemene opmerking II.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 147ter. De oprichters en, in geval van verhoging van het vaste gedeelte van het kapitaal, ieder die de coöperatieve vennootschap beheert, zijn jegens de belanghebbenden hoofdelijk aansprakelijk voor :

- 1° geheel het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal waarvoor niet op geldige wijze is ingeschreven, alsmede voor het eventuele verschil tussen het bedrag bedoeld in artikel 147bis, § 1, en het bedrag van de inschrijvingen; zij worden van rechtswege als inschrijvers beschouwd;
- 2° de werkelijke storting van de aandelen en het maatschappelijk kapitaal overeenkomstig het bepaalde in artikel 147bis, § 2, alsmede van het gedeelte van het kapitaal ten aanzien waarvan zij op grond van de bepaling onder 1° als inschrijvers worden beschouwd;
- 3° de vergoeding van de schade die het onmiddellijke en rechtstreekse gevolg is van de nietigheid van de vennootschap of van het ontbreken, respectievelijk de onjuistheid, van de bij artikel 7, b, 11°, voorgeschreven

vermelding in de oprichtingsakte, bekendgemaakt overeenkomstig artikel 10, of ook nog van de kennelijke overschatting van de niet-geldelijke inbrengen, of van ...;

- 4° de verbintenissen van de vennootschap tot op de hoogte die in geval van een binnen drie jaar na de oprichting uitgesproken faillissement bepaald wordt door de rechter, indien het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal bij de oprichting kennelijk ontoereikend was voor het normale uitoefenen van de voorgenomen bedrijvigheid gedurende een tijdvak van ten minste twee jaar".

Artikel 147quater.

In artikel 147quater worden, met bepaalde aanpassingen, artikel 141ter en het ontworpen artikel 141sexies overgenomen :

"Art. 147quater. De bepalingen van artikel 29bis, eerste tot zevende lid, betreffende de inbreng in naamloze vennootschappen, zijn van overeenkomstige toepassing".

Artikel 147quinquies.

In artikel 147quinquies wordt de tekst overgenomen van artikel 141quater van de gecoördineerde wetten.

Artikel 147sexies.

In artikel 147sexies wordt de tekst van artikel 141quinquies van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 147septies (het ontworpen artikel 141septies).

Om een van de in algemene opmerking II vermelde tegenstrijdigheden, die de gemachtigde van de minister heeft toegegeven, te voorkomen, dient de verwijzing naar artikel 143bis, § 1, eerste lid, van de ontworpen wet te vervallen.

De tekst van het ontworpen artikel luidt als volgt :

"Art. 147septies. Vóór de oprichting van de vennootschap overhandigen de oprichters aan de optredende notaris een financieel plan waarin zij het bedrag van het vaste gedeelte van het kapitaal verantwoorden".

Artikel 147octies.

In artikel 147octies wordt de tekst van artikel 146bis van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 147novies (het ontworpen artikel 141bis, § 3 en § 5, alsook het ontworpen artikel 144, § 1, 4°).

1. Uit paragraaf 3, tweede lid, van het ontworpen artikel 141bis volgt dat als de vennoten de bepalingen van

artikel 146, 4° en 5°, niet opnemen in de statuten van de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming, de vennoten die de vennootschap beheren onbeperkt en hoofdelijk aansprakelijk zijn voor de schulden van de vennootschap.

Zo'n sanctie is vatbaar voor een dubbele kritiek. Om die sanctie te ontlopen zou het immers voldoende zijn zaakvoerders aan te wijzen die geen vennoten zijn. De gemachtigde van de minister heeft ermee ingestemd dat de sanctie ook van toepassing is op de zaakvoerders, of ze nu vennoten zijn of niet. Maar de sanctie is vooral ondoeltreffend. Aan de schuldeisers van de vennootschap moet geen bijkomende garantie worden geboden maar aan de vennoten moet een rechtsmiddel worden verleend om hun eventuele schade te compenseren als artikel 146, 4° en 5°, niet in acht is genomen.

De tekst moet op dat laatste punt dan ook worden herzien.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 147novies :

"Art. 147novies. § 1. De nietigheid van de coöperatieve vennootschap kan worden uitgesproken wanneer de voorschriften van artikel 146, 4° en 5°, niet zijn opgenomen in de statuten van die vennootschap.

Wanneer de vennoten het bepaalde in artikel 146, 4° en 5°, niet in acht nemen, zijn degenen die, al dan niet als vennoten, overeenkomstig artikel 143 het beheer hebben

.../...

over de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming, ...".

2. Paragraaf 5 van het ontworpen artikel 141bis (die paragraaf 2 van het voorgestelde artikel wordt) moet worden herzien om rekening te houden met algemene opmerking II.

Volgens paragraaf 5 van het ontworpen artikel is artikel 161 slechts van toepassing op degene of degenen die de vennootschap beheren zonder de hoedanigheid van vennoot te bezitten. Door die beperking wordt de aansprakelijkheid van de vennoten-zaakvoerders van een coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming ingeperkt.

Volgens de gemachtigde van de minister is er geen reden voor die beperking.

Bijgevolg moeten de woorden "artikel 161 is slechts van toepassing op degene of degenen die de vennootschap beheren zonder de hoedanigheid van vennoot te bezitten" in paragraaf 5 van artikel 141bis, vervallen.

§ 2. Veranderingen in de samenstelling van de vennootschap en in het maatschappelijk kapitaal.

Artikel 148 (artikel 16 van het ontwerp).

"De toetreding van vennoten blijkt uit de inschrijving in het vennotenregister overeenkomstig artikel 147".

.../...

Artikel 149.

In artikel 149 wordt de tekst van artikel 149 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 150 (artikel 17 van het ontwerp).

In de Franse tekst is er geen reden om de woorden "l'associé concerné" in de plaats te stellen van de woorden "du démissionnaire", die gebruikt worden in de nu vigerende tekst. De Nederlandse tekst moet dan dienovereenkomstig worden aangepast.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De uittreding blijkt uit de vermelding ervan in het vennotenregister naast de naam van de uittredende vennoot, overeenkomstig artikel 147".

Artikel 151.

In artikel 151 wordt de tekst van artikel 151 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 152 (artikel 18 van het ontwerp).

In het laatste lid van paragraaf 1 wordt het orgaan aangewezen dat bevoegd is om de uitsluiting uit te

spreken. Dat lid moet het tweede lid van het ontworpen artikel vormen.

In het derde lid moet het tweede ontworpen lid worden opgenomen, met uitzondering van de laatste zin, die een afzonderlijk lid moet vormen.

Bijgevolg wordt voorgesteld de ontworpen paragraaf 1 te redigeren als volgt :

"Art. 152. § 1. Iedere vennoot kan om een gegronde reden of uit een andere in de statuten vermelde oorzaak worden uitgesloten.

De uitsluiting wordt door de algemene vergadering uitgesproken, tenzij de statuten die bevoegdheid aan een ander orgaan opdragen.

De vennoot wiens uitsluiting wordt gevraagd, moet worden verzocht zijn opmerkingen te kennen te geven aan het orgaan dat de uitsluiting moet uitspreken, binnen één maand te rekenen van de dag waarop hij het met redenen omklede voorstel tot uitsluiting heeft ontvangen.

Indien hij daarom verzoekt, moet de vennoot worden gehoord.

Elk besluit tot uitsluiting wordt met redenen omkleed".

Paragraaf 2 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 2. Het besluit tot uitsluiting wordt binnen vijftien dagen te rekenen van dat besluit, bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de vennoot.

Het besluit wordt vastgesteld in een proces-verbaal dat wordt opgemaakt en getekend door het orgaan dat belast is met het beheer over de vennootschap. Het proces-verbaal vermeldt de feiten waaruit blijkt dat de uitsluiting overeenkomstig de statuten of overeenkomstig het bepaalde in paragraaf 1 is uitgesproken. De uitsluiting wordt overgeschreven in het vennotenregister. Een eensluidend afschrift wordt binnen vijftien dagen, bij een ter post aangetekende brief aan de uitgesloten vennoot toegezonden".

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het laatste lid van paragraaf 2 uitsluitend van toepassing is op de in paragraaf 2 beschreven vormvereisten, zoals in de artikelsgewijze bespreking van de memorie van toelichting wordt gezegd.

Het laatste lid moet toepasselijk zijn op de hele tekst. Bijgevolg moet het laatste lid van paragraaf 2, paragraaf 3 worden, geredigeerd als volgt :

"§ 3. Die voorschriften zijn van toepassing niettegenstaande enige hiermee strijdige bepaling in de statuten, met uitzondering van paragraaf 1, tweede lid".

Artikel 153.

Die tekst als geheel neemt niet alleen het verlies van de hoedanigheid van vennoot in ogenschouw, maar ook de intrekking van aandelen. Dat blijkt uit het begin van paragraaf 1 en wordt bevestigd door de passage in de artikelsgewijze bespreking (blz. 14) waar te lezen staat : "Met uittreding wordt gelijkgesteld de intrekking van een gedeelte van de geplaatste aandelen". Met het ontwerp wil men waarschijnlijk een einde maken aan de controverse die onder de huidige wet bij de auteurs heerste omtrent de vraag of een vennoot die niet uittrad en dus vennoot bleef, een stuk van zijn aandelen kon terugnemen en er de terugbetaling van vorderen (zie inzonderheid Van Rijn en Heenen, Principes de droit commercial, deel II, nr. 1017). In de tekst zelf van het ontwerp moet worden gezegd dat de gedeeltelijke terugneming gelijkstaat met een uittreding. Van die gelijkstelling hangt het immers af of de garantie die derden ontleen aan artikel 155 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en waarvan de bewoordingen enkel betrekking hebben op de uittreding, van toepassing kan zijn op de terugneming.

Artikel 153, §§ 5 en 6.

1. In die teksten worden volgens de gemachtigde van de minister dwingende voorschriften uitgevaardigd. Het is des te noodzakelijker dat zulks duidelijk wordt gesteld in de tekst omdat het gebruikelijk is dat in de statuten wordt bepaald hoe en in welke gevallen de terugbetalingen geschieden.

.../...

2. De eerste zin van het eerste lid van paragraaf 5 geeft geen voorschrift dat wezenlijk verschilt van het voorschrift dat wordt geformuleerd in de eerste zin van het eerste lid van paragraaf 6. Het is niet goed dat in hetzelfde artikel van een zelfde wet, zij het dan in twee afzonderlijke paragrafen, twee keer hetzelfde voorschrift wordt uitgevaardigd, want zo'n herhaling brengt soms grote interpretatiemoeilijkheden mee.

3. Als de tweede zin van datzelfde eerste lid van paragraaf 5 betekent dat de vennoten die in de vennootschap blijven, de aandelen kunnen kopen van degenen die eruit willen treden, zelfs als de bepalingen van de statuten geen machtiging verlenen voor die overdracht, zou het goed zijn als die betekenis uitdrukkelijk wordt aangegeven in de tekst. Wat de vastgestelde termijn betreft, is het moeilijk de strekking daarvan te begrijpen, want de vennoten die in de vennootschap blijven hebben, als die termijn eenmaal verstreken is, nog de mogelijkheid om te kopen, zoals de woorden "tot op het ogenblik van ... de aankoop van hun aandelen" in het tweede lid van diezelfde paragraaf 5 trouwens duidelijk maken.

4. De in elk van beide leden gebruikte uitdrukking "vermindering van het kapitaal" is niet vrij van dubbelzinnigheid. In het eerste lid wijst "vermindering van het geplaatste kapitaal" immers op een rekenkundige of boekhoudkundige bewerking, terwijl het in het tweede lid

.../...

gaat om de wijziging van de statuten als juridische handeling waardoor het bedrag van het vaste gedeelte van het kapitaal wordt verminderd. De tekst van beide leden zou moeten worden herzien om die dubbelzinnigheid weg te werken.

5. In het tweede lid van paragraaf 5 is er sprake van een "gewezen vennoot" die de hoedanigheid van vennoot "verkrijgt"; er dient te worden geschreven dat hij die hoedanigheid "terugkrijgt".

De twee paragrafen moeten volledig worden herzien.

Artikel 154.

In artikel 154 wordt de tekst van artikel 154 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 155.

In artikel 155 wordt de tekst van artikel 155 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 156.

In artikel 156 wordt de tekst van artikel 156 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

.../...

Artikel 157.

In artikel 157 wordt de tekst van artikel 157 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

§ 3. Maatregelen in het belang van derden.Artikel 158.

Het ontworpen artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 158. Op de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en bij wijze van deelneming zijn van toepassing :

- 1° artikel 65 ... (1)
- 2° artikel 77, eerste tot vierde lid, zesde en zevende lid;
- 3° artikel 77bis, tweede tot vierde lid;
- 4° artikel 78, met uitzondering van het eerste lid, 3°;
- 5° artikel 79;
- 6° artikel 80, met uitzondering van het tweede lid, 3°;
- 7° artikel 80bis".

(1) Moet nader worden bepaald omdat het thans vigerende artikel 65 nog slechts uit twee leden bestaat.

Artikel 159.

1. Volgens punt a) van de ontworpen bepaling blijven de woorden "coöperatieve vennootschap" en de daarbij horende afkorting "C.V." behouden om de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid aan te duiden, maar het zou beter zijn de volledige benaming "coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid", afgekort als "C.V.B.A.", te gebruiken.

2. In punt d) is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse tekst, waar sprake is van een "société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative", en de Nederlandse tekst, waar sprake is van "... een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid". De Nederlandse tekst heeft de bovenhand.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"d) of, naar het geval, de woorden "burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen" of "burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid heeft aangenomen".

Artikel 160.

In artikel 160 wordt de tekst van artikel 160 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

.../...

Artikel 161.

De volgende Franse tekst wordt voorgesteld :

"Les articles 62 et 63ter sont applicables à celui ou ceux qui gèrent la société coopérative".

In de Nederlandse tekst behoort te worden geschreven : "... van toepassing op ieder die de coöperatieve vennootschap beheert".

Artikel 162.

in artikel 162 wordt de tekst van artikel 162 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 163.

In artikel 163 wordt de tekst van artikel 163 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

Artikel 164.

In artikel 164 wordt de tekst van artikel 164 van de gecoördineerde wetten overgenomen.

§ 4. Wijziging van de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap.

Artikel 164bis (artikel 141bis, §§ 6 tot 8).

1. De paragrafen 6 tot 8 van het ontworpen artikel 141bis bepalen de voorwaarden die moeten worden vervuld bij een wijziging van de statuten om een rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap te vervangen door een andere rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap, alsook de gevolgen van die verandering voor de vennoten.

Die paragrafen moeten worden opgenomen in een afzonderlijk artikel dat zal staan in een nieuwe paragraaf 4 met als opschrift "Wijziging van de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap". Dat artikel wordt artikel 164bis.

2. In de ontworpen tekst wordt nagelaten de voorwaarden te stellen waaronder de andere vennootschappen die vermeld staan in artikel 2 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, kunnen worden omgezet in een van de drie nieuwe vormen van coöperatieve vennootschap. De daartoe noodzakelijke voorschriften zouden moeten worden ingevoegd in afdeling VIII "Omzetting van vennootschappen" van de genoemde gecoördineerde wetten.

3. Zoals hiervoren is gezegd dienen de woorden "het in de statuten bepaalde onaantastbaar kapitaal" te

.../...

worden vervangen door de woorden "het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal".

4. In de ontworpen wet en meer bepaald in de bepalingen betreffende de wijziging van de rechtsvorm van de coöperatieve vennootschap, staan soortgelijke tegenstrijdigheden als die waarop in algemene opmerking II wordt gewezen.

Immers, als de coöperatieve vennootschap van de ene rechtsvorm in de andere overgaat en, meer bepaald, als een coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid wordt omgezet in een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of in een coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming (over welke mogelijkheid het gaat in paragraaf 7, vierde lid, van het ontworpen artikel 141bis), moet de authentieke akte van wijziging melding maken van "het bedrag van het in de statuten bepaalde onaantastbaar kapitaal ..., waarbij de bepalingen van artikel 143bis, § 1, in acht moeten worden genomen" en zijn de vennoten bovendien ten aanzien van derden hoofdelijk aansprakelijk "voor het verschil tussen het eigen vermogen zoals dat blijkt uit de (in het derde lid van voormelde paragraaf 7 bedoelde) staat (van activa en passiva van de vennootschap) en het bedrag van het in de statuten vermelde onaantastbare kapitaal bedoeld in het vorige lid".

Dat is tegenstrijdig omdat in de bovenstaande teksten wordt verwezen naar het ontworpen artikel 143bis, § 1, terwijl volgens het ontworpen artikel 141bis, § 5, dat

.../...

artikel 143bis, § 1, niet van toepassing is op de coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming.

Die tegenstrijdigheden moeten worden verholpen in overeenstemming met de wijze waarop zal worden ingegaan op algemene opmerking II.

Bovendien is het vijfde lid, 3°, van diezelfde paragraaf 7 moeilijk te begrijpen wegens de verkeerde verwijzing die erin staat, aangezien paragraaf 5 van het ontworpen artikel 141bis geen tweede lid heeft.

5. Tot de in de paragrafen 6 en 8 bedoelde omzettingen moet worden besloten met instemming van alle vennoten maar die instemming is niet uitdrukkelijk vereist voor de in paragraaf 7 van het ontworpen artikel bedoelde omzetting. Die paragraaf moet worden aangevuld met de vermelding van de vereisten inzake aanwezigheid en meerderheid om tot zo'n omzetting te kunnen besluiten.

Voor artikel 164bis wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 164bis. § 1. Niettegenstaande enig hiermee strijdig beding is voor een wijziging van de statuten met het oog op de omzetting van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid in een coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid of in een coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming de unanieme instemming van alle vennoten vereist.

Met toepassing van artikel 11bis moet zo'n wijziging worden vastgesteld bij authentieke akte. Het vormvoorschrift van de authentieke akte is niet verplicht voor latere statutaire wijzigingen van de coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid.

§ 2. Niettegenstaande enig hiermee strijdig be-
ding wordt tot een wijziging van de statuten met het oog op
de omzetting van een coöperatieve vennootschap met onbe-
perkte aansprakelijkheid in een coöperatieve vennootschap
met beperkte aansprakelijkheid of in een coöperatieve ven-
nootschap bij wijze van deelneming besloten door de algemene
vergadering ... (voorwaarden inzake aanwezigheid en meerder-
heid).

Met toepassing van artikel 11bis moet zo'n wijzi-
ging worden vastgesteld bij authentieke akte. Bij elke
daaropvolgende wijziging van de statuten moet, op straffe
van nietigheid, eveneens worden voldaan aan het vormvoor-
schrift van de authentieke akte. Zowel in het ene als in
het andere geval is artikel 13quater, §§ 1 en 2, van toe-
passing.

De akte waarbij de oprichting van een coöperatieve
vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wordt vastge-
steld, vermeldt het bedrag van het vaste gedeelte van het
maatschappelijk kapitaal overeenkomstig artikel 147bis, § 1.

Alvorens tot de wijziging wordt besloten, wordt
een staat van ... (voorts zoals in het ontwerp).

De vennoten blijven ten aanzien van derden aan-
sprakelijk binnen de perken van de verbintenissen van de

.../...

vennootschap die dagtekenen van vóór het tijdstip vanaf hetwelk de akte van wijziging overeenkomstig artikel 10, § 4, aan derden kan worden tegengeworpen.

De vennoten zijn ten aanzien van derden hoofdelijk aansprakelijk voor :

- 1° het verschil ...;
- 2° de vergoeding ...;
- 3° de vergoeding

§ 3. Niettegenstaande enig hiermee strijdig beding is voor een wijziging van de statuten met het oog op de omzetting van een coöperatieve vennootschap bij wijze van deelneming in een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid de unanieme instemming van alle vennoten vereist.

Met toepassing van artikel 11bis moet zo'n wijziging worden vastgesteld bij authentieke akte.

Die wijziging is op de door de vennootschap aangegane verbintenissen eerst toepasselijk vanaf de dag waarop die wijziging overeenkomstig artikel 10, § 4, aan derden kan worden tegengeworpen".

Artikel 23 (dat artikel 5 wordt).

Artikel 23, dat artikel 5 wordt, zou beter worden geredigeerd als volgt :

.../...

"Art. 5. De voordien opgerichte vennootschappen moeten hun statuten in overeenstemming brengen met de bepalingen van deze wet, binnen een door de Koning te bepalen termijn die niet minder mag bedragen dan een jaar en niet meer dan vier jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wet. Zolang hun statuten niet gewijzigd zijn, blijven die vennootschappen onder de toepassing vallen van de vroegere wets- en verordeningsbepalingen".

Artikelen 24 en 25.

Artikel 24 geeft voorschriften die reeds geformuleerd zijn in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en dient dan ook te vervallen.

Als de tekst toch behouden zou blijven, schrijven men in het Frans :

"Art. 6. Les décisions de mise en concordance ...".

Voor artikel 25 geldt dezelfde opmerking als voor artikel 24.

Als de tekst toch behouden zou blijven, schrijven men :

"Art. 7. Binnen de in artikel 23 (dat artikel 5 wordt) gestelde termijn kan de aanpassing van de statuten worden vervangen door een omzetting van de vennootschap overeenkomstig de bepalingen van afdeling VIII van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen".

.../...

Artikel 26 (dat artikel 6 wordt).

Om de dwingende voorschriften vast te stellen die van toepassing zullen zijn op de vennootschappen die in gebreke zouden blijven hun statuten in overeenstemming te brengen met de nieuwe wet of van vorm te veranderen, is het noodzakelijk te bepalen of ze zullen worden beschouwd als coöperatieve vennootschappen met onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid, als coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid of als coöperatieve vennootschappen bij wijze van deelneming. Volgens de gemachtigde van de minister zullen ze worden beschouwd als coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

Die oplossing is vatbaar voor kritiek omdat de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid van alle rechtsvormen waarin de ontworpen wet voorziet, de rechtsvorm is die vereist dat veel voorzorgsmaatregelen worden genomen om de derden te beschermen, welke voorzorgsmaatregelen per definitie niet genomen kunnen zijn als de regeling van de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid slechts toepasselijk zou zijn wegens nalatigheid en op subsidiaire wijze.

Onder dat voorbehoud wordt voor artikel 26, dat artikel 6 wordt, de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 6. Als de statuten niet worden aangepast, worden de vennootschappen beschouwd als coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, worden de bepalingen die strijdig zijn met deze wet als niet-geschreven aangemerkt en ...".

Artikel 27 van het ontwerp wordt artikel 7.

Afdeling VII. - COOPERATIEVE VENNOOTSCHAPPEN.

§ 1. Aard en oprichting van coöperatieve vennootschappen in het algemeen.

<u>Nieuwe redactie</u>	<u>Onderwerp</u>	<u>Huidige gec. wetten</u> <u>Handelsvenn.</u>	<u>Ontwerp</u>	<u>Ontworpen gec.</u> <u>wetten</u>
Art. 141, § 1	Aard van de vennootschap Aard van de effecten	141, eerste lid 141, derde lid		
Art. 141, § 2	Soorten van coöp. venn.		Art. 5	Art. 141bis, §§ 1 en 2
Art. 142, § 1	Overdraagbaarheid aan de vennoten aan derden	141, tweede lid 142, eerste en tweede lid	Art. 3 en 4	Art. 141 en 142
§ 2	Verbod eigen aandelen te nemen; sanctie	141bis	Art. 9	Art. 143bis §§ 5 en 6
Art. 143	Benaming; aantal leden; bestuur	143	Art. 8	Art. 143, eerste en tweede lid (ont- daan van het derde lid)
Art. 144	Verplichte punten in de statuten; nietigheid	144	Art. 11	Art. 144
Art. 145	Andere punten in de statuten;	145	Art. 13	Art. 145 (ontdaan van het eerste lid, 6°)
Art. 146	Aanvullende bepalingen	146	Art. 14	Art. 146 (ontdaan van het eerste lid, 6°)
Art. 147	Vennotenregister	147	Art. 15	Art. 147

§ 1bis. Oprichting van coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid
en van coöperatieve vennootschappen bij wijze van deelneming.

<u>Nieuwe redactie</u>	<u>Onderwerp</u>	<u>Huidige gec. wetten</u> <u>handelsvenn.</u>	<u>Ontwerp</u>	<u>Ontworpen gec.</u> <u>wetten</u>
Art. 147bis, § 1	Vast gedeelte van het kapitaal	-	Art. 9	143bis, § 1
§ 2	Storting van een vierde	-	Art. 9	143bis, § 2
§ 3	Inbreng in natura, limiet	-	Art. 9	143bis, § 3
§ 4	Vaststelling dat voldaan is aan de eisen Toepassing in geval van kapi- taalsverhoging	141quinquies	Art. 9 en 10	143bis, § 4; 143ter
Art. 147ter	Garantie van de oprichters	141sexies	Art. 12	144bis
Art. 147quater	Inbreng in nature - verwijzing naar 29bis gec. wetten, eerste tot vierde lid - vijfde tot zevende lid	141ter	Art. 6	141ter ongewijzigd 141sexies
Art. 147quinquies	Verkrijging na oprichting - verwijzing naar 120quater gec. wetten	141quater	-	141quater onge- wijzigd
Art. 147sexies	Inbreng in natura, voorafgaand verslag commissaris-revisor	-	-	141quinquies onge- wijzigd

Vervolg § 1bis.

<u>Nieuwe redactie</u>	<u>Onderwerp</u>	<u>Huidige gec. wetten handelsvenn.</u>	<u>Ontwerp</u>	<u>Ontworpen gec. wetten</u>
Art. 147septies	Financieel plan	-	Art. 7	141septies
Art. 147octies	Commissarissen	146bis	-	146bis ongewijzigd
Art. 147novies,				
§ 1	Voorschriften coöp. venn. bij wijze van deelneming	-	Art. 5	Art. 144, § 1, 4°, en art. 141bis, § 3
§ 2	Afwijkingen van de speicale regeling van bep. aansprake- lijkheid	-		Art. 141bis, § 5

§ 2. Veranderingen in de samenstelling van de vennootschap en
in het maatschappelijk kapitaal.

<u>Nieuwe redactie</u>	<u>Onderwerp</u>	<u>Huidige gec. wetten handelsvenn.</u>	<u>Ontwerp</u>	<u>Ontworpen gec. wetten</u>
Art. 148	Toetreding van de vennoten	148	Art. 16	Art. 148
Art. 149	Tijdstip van de uittreding	149		Art. 149
Art. 150	Uittreding van de vennoten	150	Art. 17	Art. 150
Art. 151	Weigering van de uittreding	151		Art. 151
Art. 152	Uitsluiting van een vennoot	152	Art. 18	Art. 152
Art. 153	Terugbetaling van aandelen	153	Art. 19	Art. 153
Art. 154	Overlijden, faillissement	154		Art. 154
Art. 155	Gevolg van de uittreding	155		Art. 155
Art. 156	Aandeelbewijs op naam	156		Art. 156
Art. 157	Beslag door de schuldeisers van de vennoot	157		Art. 157

§ 3. Maatregelen in het belang van derden.

<u>Nieuwe redactie</u>	<u>Onderwerp</u>	<u>Huidige gec. wetten handelsvenn.</u>	<u>Ontwerp</u>	<u>Ontworpen gec. wetten</u>
Art. 158	Artikelen die van toepassing zijn op de C.V.B.A.	158	Art. 20	Art. 158
Art. 159	Vermelding in de akten ... van de naam en de rechtsvorm van de vennootschap	159	Art. 21	Art. 159
Art. 160	Sanctie voor het vorige artikel	160		Art. 160
Art. 161	Aansprakelijkheid van de bestuurders		Art. 22	Art. 161
Art. 162	Neerlegging op de griffie van de rechtbank van koop-handel van een lijst van de vennoten	162		
Art. 163	Neerlegging op de griffie van dezelfde rechtbank van een akte die de bevoegdheid van de zaakvoerders vaststelt	163		
Art. 164	Recht voor iedereen om inzage te nemen van de bovengenoemde lijst en akte	164		

§ 4. Wijziging van de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap.

Nieuwe redactie

Art. 164bis

Onderwerp

Omzetting van de
rechtsvorm

Huidige gec. wetten
handelsvenn.

Ontwerp

Art. 5

Ontworpen gec.
wetten

Art. 141bis,
§§ 6 tot 8

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET,

président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.